

Point 15 – NANTES - Site de l'ancienne caserne Mellinet - Convention entre l'Etat, l'Agence Foncière de Loire-Atlantique et Nantes Métropole – Approbation

Intervention : Nathalie BLIN

Madame la présidente, chers collègues,

Depuis bientôt 5 ans et l'annonce de la fermeture de la caserne Mellinet, Nantes et sa Métropole négocient les conditions d'acquisition de ce site exceptionnel de 135 mille mètres carrés. Le groupe communiste souhaite saluer l'aboutissement de cette première étape d'un beau projet.

Située au cœur de Nantes, cette zone d'aménagement concerté va permettre de **construire près de 1700 nouveaux logements**.

Le projet s'inscrit dans une démarche moderne visant à **résorber la crise du logement**. Je dis moderne car, nous ne sommes plus dans les années 60 où les grandes cités HLM excluaient les classes populaires des centres villes, ni dans les années 70 où le dogme de l'habitat pavillonnaire éloignait toujours plus loin des villes les classes moyennes.

Aujourd'hui, la politique de renouvellement urbain doit tirer les leçons d'hier. Cela nous engage à prendre en compte plus de paramètres pour construire ou re-construire. Tels les besoins de mixité sociale, de proximité des équipements publics, de cadre de vie...

Tous d'abord, **il faut renforcer la mixité sociale**, et la mixité d'usage pour tous les ménages. En cela, 35% de logements sociaux, 35% de logements abordables et 30% de logements libres nous paraît être un bon équilibre.

Le groupe communiste se félicite également que les aspects environnementaux aient été pris en compte avec la création d'**espaces verts** qui apportent indiscutablement qualité de vie et bien être.

Pour prendre en compte l'arrivée de nouveaux ménages, nous devons aussi **faciliter les déplacements**, avec des transports publics renforcés mais aussi **développer les services publics locaux**, nous pensons là surtout aux infrastructures éducatives, sportives et associatives peu nombreuses à proximité immédiate du site de l'ancienne caserne.

Pour finir, j'aimerais tout de même souligner que même si le prix de cession final (6,3 millions d'euro) n'est pas élevé, l'Etat a une nouvelle fois choisi de ne pas soutenir pleinement notre collectivité dans sa démarche de construction de nouveaux logements alors même que tous les indicateurs nationaux sont au rouge dans ce domaine. **Le désengagement de l'Etat continue et avec, s'éloignent les promesses électorales oubliées au profit de l'austérité.**

Je vous remercie de votre attention.